

UNDT/2019/137, Robinson

Décisions du TANU ou du TCNU

Il est incontestable que l'administration ne permettait pas à la demande écrite du demandeur, alors il n'a appris le non-renouvellement que lors de l'expiration de sa nomination à durée déterminée. Cette pratique, cependant, ne désactive pas le droit de demander l'examen de la décision non renouvelable de l'UNDT. Le tribunal considère que l'élément factuel objectif quant au non-renouvellement de la nomination du demandeur consiste dans le protocole À propos de la prolongation de sa nomination début décembre et n'a reçu aucune réponse, notant en outre qu'il s'est produit à la CEA que les lettres de nomination ont été émises avec un effet rétroactif et que les mesures de personnel ont été prises littéralement à la dernière minute, le tribunal n'a aucune raison de croire que La décision implicite a été rendue plus tôt. Il y a deux raisons pour lesquelles la différenciation des deux dates - la date d'envoi ou la date de réception - pour la détermination des conséquences procédurales est justifiée. Premièrement, il ne peut pas être exclu que, comme c'est le cas ici, une disparité se produit et donne lieu à un différend sur la rapidité. Deuxièmement, les logiciels que les plaideurs individuels ont à leur disposition ne sont pas nécessairement équipés d'une fonction de «réception de retour», qui informerait de manière fiable de la date de réception par le MEU. En conséquence, une lecture raisonnable de l'article 8.1 (i) de la loi UNDT à l'égard du terme «soumission» est qu'une demande est considérée comme soumise une fois que le demandeur l'a envoyé au MEU. D'un autre côté, du côté du MEU, la demande est soumise une fois qu'elle a atteint le MEU, il pourrait donc agir dessus. Le refus d'ECA de donner des raisons de la décision contestée a été illégal. La séparation précipitée du demandeur ne peut être justifiée sous un exercice raisonnable de la discrétion de la direction. La conclusion la plus logique à laquelle elle mène le tribunal est que le maintien du requérant à son poste avait été rejeté, quelle que soit la circonstance. Cette conclusion est renforcée par le fait que l'administration ECA a délibérément gardé le demandeur non informé, tout comme avant la communication de la décision comme par la suite. Dans l'ensemble, le tribunal constate que la réorganisation comme raison est ex post facto et, malgré le fait que ce soit un

objectif légitime dans une perspective plus longue, n'est pas étayé par la preuve quant à la nécessité de l'arrêt abrupte de l'emploi du demandeur à l'époque de sa séparation. Le tribunal constate que l'arbitraire et le manque de transparence présentés par l'administration ECA l'autorisent à tirer des inférences défavorables selon lesquelles le non-renouvellement du demandeur avait un objectif inapproprié. It is clear that the disagreement alone created a motive on the part of ECA leadership to get rid of the Applicant, both as a person whose opinions were uncomfortable and as a message to the Staff Association that disagreements with the hierarchy will not be tolerated (which travaillé, comme le montre le fait que la prochaine communication de l'association du personnel a été envoyée de manière anonyme). Les dommages financiers éprouvés pour le demandeur de Nexus avec la séparation illégale ont consisté en huit mois de chômage et à la perte d'émoluments qui en découlent.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La décision de ne pas renouveler la nomination à durée déterminée du demandeur au-delà du 31 décembre 2015.

Principe(s) Juridique(s)

Le Tribunal des litiges est compétent pour examiner ex Office sa propre juridiction Ratione Personae, Ratione Materiae et Ratione temporis. Cette compétence peut être exercée même si les parties ne soulèvent pas la question, car elle constitue une question de droit et que la loi empêche le tribunal des litiges de considérer les cas qui ne sont pas à recevoir. Alors que les règlements et règles du personnel applicables prévoient qu'une nomination à durée déterminée ne porte pas une espérance de renouvellement et que l'ipso facto est éteint à l'expiration, un non-renouvellement est une décision administrative distincte qui est soumise à l'examen et à l'appel. Une décision non renouvelable peut être contestée au cas où l'administration n'agit pas équitablement, de manière juste ou de manière transparente ou si la décision est motivée par des biais, des préjugés ou un motif inapproprié. La connaissance du Tribunal s'étend sur des décisions administratives express et implicites; L'absence d'une décision expresse ne pose que la question de la datation. La date d'une décision administrative est basée sur des éléments objectifs que les deux parties (administration et membre du personnel) peuvent

déterminer avec précision. L'administration a le devoir général d'agir équitablement, à juste titre et de manière transparente dans ses relations avec son personnel. Nonobstant que les nominations à durée déterminée se terminent par l'effluxion du temps, une bonne pratique administrative exige qu'un avis pertinent soit donné suffisamment avant l'expiration de la nomination. Un tel avis, en dehors du fait qu'il informe contre les attentes éventuelles pour une prolongation qu'un membre du personnel pourrait abriter, facilite également une séparation opportune et rentable. Se séparer des bonnes pratiques articulées, surtout si elle visait à masquer le fait de l'émission d'une décision négative, devrait être découragée. Conformément à la signification ordinaire, le terme «soumission» signifiera une disposition effective d'un dossier, c'est-à-dire la date où le destinataire est capable d'agir sur la soumission. Ainsi, le fonctionnement d'une date limite pour entreprendre une action qui dépend du service d'un document commence généralement à la date de réception. Dans les relations avec le droit public, cependant, afin de faciliter l'accès à la procédure devant un tribunal ou un organe administratif, l'effet de soumission peut également être attribué à la date d'envoi, qui est la date à laquelle l'expéditeur est en mesure de déterminer avec certitude et preuve. Le dépôt par des moyens électroniques provoque que la date d'envoi et de réception sera généralement la même. La question de savoir comment calculer la date limite de dépôt de la demande dans la situation où aucune évaluation de gestion n'a été obtenue n'est pas une question de cours et doit être déterminée par une règle positive. Dans le cas du manque de réponse de l'unité d'évaluation de la gestion (MEU), le délai de déposer une demande doit être calculé à partir de la date de réception de la demande par MEU. Il convient de noter, cependant, que, comme le souligne le répondant, la mise en œuvre efficace de la règle 11.4 (a) de la règle 11.4 (a) nécessite une reconnaissance de la réception de la demande, qui est en effet une pratique du MEU cohérente. La disposition de la règle 11.4 (a), telle qu'elle est lue avec le personnel, la règle 11.2 (d), reste dans la relation de Lex Specialis avec l'article 8.1 (i) de la loi UNDT, fournissant la spécificité nécessaire.; La dépendance à des informations erronées du MEU sur le calcul du temps justifierait automatiquement la restauration du délai statutaire. Comme résultant de la jurisprudence Unat, cela serait applicable même lorsque le demandeur aurait été représenté par un avocat. Une nomination à durée déterminée ne porte aucune espérance, légale ou autre, de renouvellement ou de conversion à tout autre type de nomination. Cependant, la loi est également établie que l'administration a l'obligation d'indiquer les raisons pour lesquelles une décision administrative de ne pas renouveler une nomination à la demande. La transparence dans le processus

décisionnel a un objectif plus large que de permettre le contrôle judiciaire - en premier lieu, il sert à démontrer le caractère raisonnable et la législation des actions de l'administration à tout lecteur potentiel, pour empêcher l'abus de pouvoirs discrétionnaires, pour promouvoir l'acceptation de la Décision du destinataire et faciliter la résolution informelle si le différend s'ensuit. En effet, cependant, lorsque l'affaire est parvenue au tribunal et que l'intimé refuse toujours de fournir des raisons pour une décision administrative, ou décide de modifier par la suite les raisons qui ont été présentées comme base pour cela, les conséquences dépassent la perte de crédibilité: Le demandeur est entravé dans l'exercice du droit de faire avancer correctement son cas, un fardeau supplémentaire est imposé au tribunal et les coûts sont indûment engagés pour l'organisation. L'organisation ne peut pas utiliser la raison générale des «contraintes de financement» comme raison de non-renouvellement sans preuve réelle de manque de financement, comment le manque de financement a un impact négatif sur l'organisation en général et, en particulier, comment il affecte le membre particulier du personnel dont le contrat n'est pas renouvelé prétendument à cause de cela.; Une organisation internationale a nécessairement le pouvoir de restructurer tout ou partie de ses départements ou unités, y compris l'abolition des postes, la création de nouveaux postes et le redéploiement du personnel, par conséquent, le tribunal n'interférera pas avec une véritable restructuration organisationnelle même si elle peut ont entraîné la perte d'emploi de personnel. Cependant, comme toute autre décision administrative, l'administration a le devoir d'agir équitablement, à juste titre et de manière transparente dans le traitement de ses membres du personnel. Il existe des situations dans lesquelles - bien qu'il existe des fonds disponibles - les fonctions d'un membre du personnel ne sont plus nécessaires. Cela peut être dû à une réduction de la charge de travail dans un département ou un programme particulier, ou du fait que les fonctions d'un membre du personnel ont été subsumées par des changements dans un processus de restructuration. Une décision non renouvelable peut être justifiée dans un tel scénario. Cependant, l'obligation concerne le répondant de prouver les changements dans les réalités opérationnelles ou l'exercice de restructuration qui justifient le non-renouvellement. De plus, dans le cas de la restructuration, dans le cadre du contrôle judiciaire, il est nécessaire de déterminer si la décision sur la non-extension était viciée par un biais ou une mauvaise foi, c'est-à-dire si elle a été prise dans un but inapproprié. En d'autres termes, alors que le membre du personnel d'un rendez-vous à durée déterminée n'a pas le droit de prolonger son emploi, il ou elle a toujours le droit d'être traité équitablement, la décision de non-extension n'étant pas entachée par un objectif

inapproprié. Dans l'avion en preuve, le membre du personnel a le fardeau de prouver que des facteurs inappropriés ont joué un rôle dans la décision administrative. Toute prise en compte d'une indemnité de dommages-intérêts pour les personnes recrutées sur les ALF doit tenir compte, entre autres, de la durée du contrat et du reste de ladite mandat, le cas échéant, au moment d'une violation présumée. Il a également pris en considération la durée de l'espérance de renouvellement. L'indemnisation de préjudice ne peut être accordé que lorsqu'il existe une base de preuves suffisante, ce qui a en fait eu lieu et des preuves de blessures morales consistant exclusivement du témoignage du plaignant n'est pas suffisant sans corroboration par des preuves indépendantes affirmant que le préjudice moral s'est effectivement produit.

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Applicants/Appellants

Robinson

Entité

CEA

Numéros d'Affaires

UNDT/NBI/2016/51

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Nairobi

Date of Judgement

9 Sep 2019

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Temporel (ratione temporis)

Non-renouvellement

Motif arbitraire ou abusif

Motif(s)

Cessation de service

Expiration de l'engagement (voir aussi, Non-renouvellement)

Droit Applicable

Statut du personnel

- Disposition 11.2
- Disposition 11.4

TCNU Statut

- Article 10.5
- Article 8.1

Jugements Connexes

2013-UNAT-335

2013-UNAT-313

2011-UNAT-182

2018-UNAT-825

2012-UNAT-261

2012-UNAT-201

2016-UNAT-644

2015-UNAT-588
2014-UNAT-406
2012-UNAT-273
2011-UNAT-153
2011-UNAT-118
2015-UNAT-574
UNDT/2013/124
UNDT/2011/073
2013-UNAT-331
2019-UNAT-941
UNDT/2018/031
2018-UNAT-882
2014-UNAT-433-Corr.1
UNDT/2016/008
2016-UNAT-660
2016-UNAT-659
2015-UNAT-534
2015-UNAT-500
2013-UNAT-387
2013-UNAT-341
2017-UNAT-742
2019-UNAT-926